

Communiqué de presse

L'uniforme à l'école : une vieille lubie réactionnaire et ridicule

Trois écoles expérimentent donc le port de l'uniforme à Perpignan.

Cette décision est présentée par le maire de Perpignan : « *Il faut revenir à un minimum d'autorité et de discipline et cela permettra à des élèves qui viennent soit de milieux difficiles, soit qui ne se sentent pas intégrés dans leur école, de pouvoir l'être d'abord par la tenue vestimentaire commune à tout le monde.* »

Les responsables politiques recyclent une vieille lubie réactionnaire, qui ne nous étonne pas : elle est dans la continuité de leurs incessantes instrumentalisation politiques de l'Ecole et de leurs obsessions autoritaristes.

Nous ne sommes pas dupes de leurs discours grandiloquents sur la « lutte contre les inégalités sociales ». Ce sont avant tout les quartiers populaires qui sont visés par ces « expérimentations » et par l'ensemble du débat politique actuel autour de l'uniforme : il s'agit de discipliner les élèves et les habitant·es de ces quartiers, constamment suspecté·es de ne pas avoir de « *sentiment d'appartenance à la communauté nationale* » et de ne pas « *respecter les valeurs de la République* ». C'est un pas de plus dans une politique de stigmatisation profondément réactionnaire qui traite tout un pan de notre jeunesse comme une classe dangereuse.

Pour nos responsables politiques, l'uniforme est le contre-feu idéal sur le thème des inégalités sociales. Dans les écoles de Perpignan l'absence de mixité sociale et le détournement de carte scolaire sont une réalité bien implantée. Dans les pays où l'uniforme est en place, les élèves contournent cette obligation par le port d'accessoires, chaussures, sacs ... De plus, les recherches scientifiques en la matière montrent qu'il n'y a aucun lien avéré entre le port de l'uniforme et l'augmentation du niveau scolaire ou la réduction des inégalités sociales et scolaires.

Croire que l'uniforme est un retour à une école imaginaire idéalisée par la droite et l'extrême droite, c'est ignorer que la "tenue commune" n'a jamais existé en France sauf sous Napoléon, sous le régime de Vichy et dans le privé.

L'argent gaspillé dans cette « *expérimentation* » devrait être utilisé de manière pertinente, par exemple en améliorant l'encadrement des élèves par des professionnel·les, en garantissant la gratuité de l'école ou en réglant les graves problèmes actuels du bâti scolaire, un enjeu majeur pour l'épanouissement des enfants et de la communauté éducative.

Avant de se préoccuper de la tenue des élèves, le maire de Perpignan devrait mieux connaître la situation de ses écoles tant au niveau des budgets que du bâti. Dans les écoles de la ville, les enseignant·es faute de budget suffisant ont souvent recours aux coopératives scolaires, demandent aux parents d'amener certaines fournitures (ramettes de papier, ...), certain·es

équipent même leur classe avec leurs propres deniers, le parc numérique est largement insuffisant, le nombre de photocopies limité ...

Dans les chiffres sur Perpignan, 665 élèves seront concernés par l'expérimentation pour un coût de 41 € par élèves soit 27 265 € (sans les 2 pantalons et shorts initialement prévus). En pré-élémentaire et élémentaire cela représente environ le budget pédagogique annuel ! Les crédits pédagogiques abondés de cette manière changeraient le quotidien de ces écoles.

Si l'expérimentation venait à être généralisée en 2026, en partant sur une base de 38 123 élèves dans le département scolarisés dans le 1^{er} degré public, cela représenterait 7 624 600 euros (en se basant sur l'estimation du ministère de 200 € par élève : 5 polos/t-shirts, 2 pulls et 2 pantalons renouvelés en fonction des besoins et fabriqués en respectant des normes sociales et environnementales de qualité) !

Cette somme permettrait la création de... **170 postes de professeur.es des écoles !**